

**« Petites fleurs rouges de la grande grève :
contributions à l'histoire du PCB »
in *Cahiers marxistes*,
Juin – Juillet 2002, n°222.**



ÉDITO

PETITES FLEURS ROUGES DE LA GRANDE GRÈVE

Notre revue ne mériterait pas son titre en forme de pavillon si elle n'accordait pas une place déterminante à l'étude historique des sociétés que nous analysons, des pratiques sociales où nous nous investissons. Dans un format éditorial thématique, cela signifie aussi que nous nous efforçons de susciter ou de relayer des débats sur des sujets originaux¹, comme cette fois.

À propos du *PCB – 1960/1965*, José Gotovitch, qui fut le maître d'œuvre de l'entreprise, explique ci-après ce qui a motivé dans leurs études les historiens, les politologues et les témoins réunis en colloque, à Liège, le 27 octobre 2001. Nous nous réjouissons qu'une partie des matériaux réunis à cette occasion ait pu être travaillée et complétée pour publication, d'y avoir aidé et de pouvoir contribuer enfin à la faire mieux connaître, à lui donner des suites s'il se peut.

Le sel

Entre autres choses, nous partageons la conviction, exprimée autrement par José Gotovitch, que dans les casseroles de l'histoire, les gros légumes- les masses, les grands partis – donnent certes la consistance, mais que l'assaisonnement – des groupes plus restreints, comme le PCB de l'époque *in casu* – donne souvent le goût final de la soupe.

Lecteurs, ne voyez pas là un plaidoyer – sous la métaphore – gastronomico-léniniste pour les avant-gardes – réelles ou imaginaires – ni une justification astucieuse de nos sympathies militantes passées, présentes ou futures. Mais bien un plaidoyer pour l'engagement politique radical, celui qui bouge avec les arrière)gardes, comme en 1960-61, où plusieurs centaines de milliers de travailleurs portèrent en Belgique une grève générale pendant près de cinq semaines.

Dans un ouvrage précédent – notre n°177, intitulé *1960-1990 – la grève générale / les réformes de structure / le contrôle ouvrier / le fédéralisme* – Jean Puissant reprenait à son compte une remarque d'Urbain Destrée sur les générations militantes co-présentes dans l'action d'alors : Front populaire, Résistance, abdication royale, il y avait là en chair et en os, en action, une mémoire politique de trois

¹ Nous prenons la liberté de renvoyer nos les amateurs d'histoire aux numéros :
213 – Albert Marteaux
210- 150 ans ½ après le *Manifeste*
204 – William Morris
191 – Femmes / histoire au tournant du siècle.

décennies. Il nous plairait d'en renouer le fil, après tant d'années, et à tout le moins d'en rappeler l'importance et l'efficacité.

On peut d'ailleurs proposer en l'espèce deux lectures assez différentes des événements. Après coup, le grève de 60-61 et la poussée électorale du PC qui suivit peuvent être présentées comme une ouverture à reculons des *Golden sixties*, ou un raté dans le parcours des Trente glorieuses 1944-74, une sorte de fossile : la dernière des grandes grèves générales d'un « *siècle ouvrier* » qui aurait commencé en 1886 et se serait achevé en 1961. Outre la méfiance envers un certain anachronisme, n'est-il pas plus réaliste de relever en outre et d'abord, deuxième lecture, que c'est la mobilisation du mouvement ouvrier – celle de 60-61 après les autres – qui a fait les *Golden sixties*, imposé le déploiement particulier du compromis social-démocrate que symbolisent les gouvernements dits travaillistes – chrétiens et socialistes – qui prévalent dans les années 1960-70 ? Si cette lecture est bien chrono-logiquement la première, la suite à analyser, ce sont les paradoxes du succès : inflexions, bifurcations du mouvement, ... et d'un point de vue prospectif, voies et moyens de recomposition d'une dynamique de gauche. Impensable dans les termes idéologiques, et répétitifs, de « l'échec annoncé ».

À l'usage des jeunes générations

Dans cette optique, et au moins pour la bonne compréhension de la période 1960-65, il faut rappeler que la notion de **réformes de structure économiques** a été mise en avant et construite par deux congrès de la FGTB (1954 et 1956), puis relayée par le PSB (en 1959). En substance, la perspective est de nationaliser les secteurs de l'énergie et du crédit, voilà le discours réformiste du temps : il vise des réformes, disons après coup, une régulation, un contrôle substantiels de l'économie du pays.

Le projet de **Loi unique**, contre lequel la grève générale de 60-61 s'organise, est comme son nom l'indique un projet fourre-tout, procédé dont l'usage sera assez fréquent par la suite, et signale la prépondérance croissante de l'Exécutif : éventuellement à l'occasion d'un arbitrage budgétaire, la majorité fait passer en bloc un *package* de mesures diverses, plus ou moins liées à la nécessité conjoncturelle d'austérité pour le contrôle de l'expansion. En 60-61, il s'agit des présumées « pertes congolaises » (du fait de l'indépendance de la colonie), et de corriger les effets d'une politique trop procyclique qui a été symbolisée par les dépenses de l'Expo 58. Les services publics sont – classiquement – dans le collimateur, et les syndicats du secteur seront aux avant-postes : encore une dimension du compromis social-démocrate.

La « guerre » scolaire, commencée dans les années 1840 entre bourgeois, a été déclarée close en 1958 par un **Pacte scolaire**, ce qui se révélera un facteur de pérennité desdits gouvernements travaillistes, après les essais plus tâtonnants des années 1920 et 30. Juste avant, le gouvernement « laïc » de 1954-1958 avait mené bataille pour l'enseignement public, et la réaction cléricale avait mis des centaines de milliers de catholiques dans les rues. La paix négociée finalement organise notamment le financement presque égal de l'enseignement privé-catholique. Le Front commun syndical FGTB-CSC mettra lui aussi cette paix scolaire à profit pour développer : le débat dit philosophique demeure, mais quitte le plan politique pour la sphère privée individuelle et celle du *marketing* des appareils de service.

Il faut enfin dire un mot du **renouveau fédéraliste** qui marque la période, avec des effets majeurs pour les décennies suivantes. Côté wallon, il s'agit de rompre avec la période d'après-guerre où le tricolore national belge a rapidement prévalu : la prise de conscience se focalise sur la lenteur de la conversion industrielle au moment où la modernisation s'accélère en Flandre (symboles : le capital belgo-

luxembourgeois lance la sidérurgie maritime à Zelzaete ; les mines de Wallonie ferment). Côté flamand, il s'agit de reconstruire un mouvement égaré par la collaboration d'une partie notable de ses dirigeants avec l'ennemi et/ou la séduction des idées fascistes. La poussée nationale flamande est néanmoins ancienne et profonde, enrichie par les progrès socio-économiques, tandis que la divergence entre communautés est assez manifeste dans divers domaines : jusque et y compris la FGTB avant et pendant la grève de 60, où la droite – opposée à celle-ci – domine côté flamand. Renouveau donc, des deux côtés, si bien que le changement ne s'opère pas, côté wallon, sans lever quelques hésitations ni rencontrer quelques réticences ou franches oppositions qui dureront plusieurs années. Dans un premier temps, ce sont plutôt les « *questions linguistiques* », comme on dira longtemps côté francophone, qui viennent à l'agenda : de vieilles revendications – plutôt flamandes – à propos de frontière linguistique et d'emploi des langues en matière administrative seront rencontrées en 1963. Pendant ce temps, le principal dirigeant de la grève, André Renard, a quitté la direction de la FGTB pour créer le Mouvement populaire wallon.

Un tournant politique

Les quelques indications ci-avant montrent assez qu'en quelques années, environ de 1958 à 1962, plusieurs inflexions politiques importantes s'opèrent. Du moins, aujourd'hui, le consensus factuel est-il facile à réunir à ce propos. Quant à la compréhension des mouvements, de leurs articulations réelles, c'est une autre affaire, où le travail historique commence. Par exemple, sur l'originalité ignorée et la continuité de l'approche du fédéralisme par les communistes. Nous redisons en l'espère l'intérêt des travaux du colloque ici publiés. Nous y voyons de plus un enjeu de mémoire et de lucidité politiques. Pour toute la gauche.

Michel Godard